



Les réformes des lycées général, technologique et professionnel entérinent une école de la sélection. C'est une dégradation des services publics au même titre que la hausse de la précarité, la casse de l'éducation prioritaire...

La révolte sociale gronde face à la politique antisociale de Macron. Les lycéen·nes se mobilisent et demandent l'abrogation de Parcoursup et des réformes Blanquer (des bacs, des lycées, de la formation professionnelle et de la formation des enseignant.es).

Ce que les lycéen.nes expriment, ce que les étudiant.es expriment, ce que les personnels expriment, ce que le peuple exprime, c'est la volonté que leurs légitimes aspirations et revendications soient prises en compte.

Nous exigeons du gouvernement, l'arrêt immédiat de la répression inédite contre les lycéen·nes (humiliation, mutilation, ...) ainsi que la levée des dispositifs policiers autour des établissements.

Nous revendiquons :

- **l'augmentation générale des salaires, du point d'indice dans la Fonction publique, des pensions et la défense des services publics et des retraites**
- **l'abrogation du dispositif Parcoursup et de la loi ORE**
- **l'abrogation des réformes des lycées et du Bac**
- **l'abandon du projet de loi « pour une école de la confiance »**
- **l'annulation de la hausse des frais d'inscription pour les étrangers hors UE**
- **l'annulation des jours de carences**

Dès aujourd'hui nous appelons à :

- poursuivre la mobilisation et à la grève **avec des rassemblements au rectorat mercredi 19 à 14 h 30 et jeudi 20 décembre à 15 h 30**, et à rejoindre les manifestations.
- les personnels ainsi que les étudiant·es à se mobiliser partout aux côtés des lycéen·nes ainsi qu'aux côtés de celles et ceux qui luttent contre la politique anti-sociale du gouvernement ;
- à généraliser la tenue d'Assemblées Générales dès à présent pour décider de la suite des mobilisations.

Nous rappelons que les équipes éducatives doivent prendre leurs responsabilités face aux répressions que subissent les lycéen·es :

- répression administrative : en se faisant connaître auprès des lycéen·es et soutenant ceux menacés par des conseils de disciplines ou pour leur orientation.

– répression policière : en assurant une présence devant les établissements et dans les cortèges.

A la suite de l'AG qui s'est tenue ce mercredi 12 décembre, les O.S. Signataires après consultations de leur base se réuniront rapidement pour discuter de la suite à donner à ce mouvement.

à Grenoble, jeudi 13 décembre 2018

Les O.S : CGT Educ'action, CNT, FNEC-FP-FO, SNEP-FSU, SNES-FSU, SNUEP-FSU et SUD éducation